



DESTOCAMINE

Yann Flory
Porte-parole du collectif
« Destocamine-Nappe Phréatique en Danger »
12, rue de la Forêt
68120 Richwiller
yann.flory@estvideo.fr

Mme Marie-Claude Dupuis
Directrice Générale de l'ANDRA
1/7 rue Jean Monnet
Parc de la Croix Blanche
92298 Chateney Malabry

Objet : votre interview dans le JDLE

Madame,

Je me permets de réagir à l'interview que vous avez accordée au Journal De L'Environnement le 19 avril dernier.
Vous expliquez dans cet article que CIGEO est le projet de centre industriel de stockage **réversible** profond de déchets radioactifs.

Vous précisez plus loin que la loi de 2006 impose à CIGEO la **réversibilité** « qui vise à donner la capacité technique de retirer les colis de déchets pendant le siècle de la période d'exploitation. »

Vous n'êtes sans doute pas sans ignorer qu'il existe en Alsace, à Wittelsheim dans le Bassin Potassique, une ancienne mine de potasse reconvertie en centre de stockage de déchets chimiques ultimes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation de 1996 rappelle, précise et impose la notion de réversibilité de tous les déchets stockés pendant une durée de 30 ans après le début du stockage ou suite à un incident majeur.

L'incendie de septembre 2002, survenu deux ans et demi seulement après le début des opérations de stockage, a mis un terme à l'exploitation de Stocamine. Le déstockage aurait donc dû s'opérer immédiatement après, dans le respect de loi.

Je vous renvoie pour mémoire à une déclaration de M. Pierre-Franck Chevet, directeur de la DRIRE Alsace à l'époque et actuel président de l'ASN, au début des opérations de stockage au sujet de la réversibilité des déchets de Stocamine. (vidéo consultable sur le site www.destocamine.fr)

Aujourd'hui, dix ans après cette déclaration, le gestionnaire du site avance des arguments techniques et de sécurité pour ne pas déstocker.

Madame la Directrice Générale, comment pensez-vous convaincre la population et ses représentants élus, de la fiabilité et de la réversibilité du projet CIGEO, si par ailleurs le déstockage des déchets ultimes de l'entreprise Stocamine n'est pas mis en œuvre ?

Il n'est décidément pas acceptable de laisser 40 000 tonnes de déchets ultimes au fond de la mine Joseph Else alors que tous les experts s'accordent pour annoncer une pollution irréversible de la nappe phréatique rhénane et que le déstockage total est encore réalisable.

De plus, le déstockage est faisable de l'avis de tous les experts, dont de nombreux experts français et suisses, spécialistes dans le domaine des déchets radioactifs. Contrairement aux colis de déchets radioactifs, les déchets chimiques entreposés en big-bags ou fûts sur palettes sont facilement récupérables, d'après les spécialistes en matière de déstockage de déchets chimiques en mine.

Nous sommes convaincus que le projet Cigéo souffrira de graves atteintes de crédibilité si les exploitants de Stocamine n'étaient pas en mesure de récupérer tous leurs déchets, ainsi que l'impose l'autorisation d'exploitation et comme cela a été promis à la population alsacienne.

Nous rappelons dans ce contexte, que les élus alsaciens du Conseil Régional, du Conseil Général du Haut-Rhin et des communes environnantes se sont unanimement déclarés pour un déstockage intégral du site. Le concept de réversibilité a donc une prégnance politique considérable dans la région.

En souhaitant avoir attiré votre attention sur la nécessité et l'attente de cohérence dans les discours et les choix de nos décideurs, je vous prie d'agréer, Madame, mes sincères salutations.

Le 12 mai 2013

Yann Flory

Copie pour information à :

Mme Fabienne Keller sénatrice du Bas-Rhin
Associations FNE, Greenpeace France
MM. Buser et Wildi, experts